

Une nouvelle déclaration pour aider à sauver les océans

Dossier de la rédaction de H2o
August 2022

La conférence des Nations unies sur les océans, qui s'est tenue à Lisbonne, s'est conclue sur une Déclaration en vue d'intensifier les actions innovantes et fondées sur la science et de faire face à l'urgence océanique que constituent la perte d'habitat, l'acidification des océans et la dégradation des écosystèmes. Plus de 150 pays réunis à cette conférence, co-organisée par les gouvernements du Portugal et du Kenya, ont convenu de prendre des mesures pour renforcer, entre autres, la pollution marine, les économies bleues et les zones marines protégées.

Pollutions marines - La pollution marine représente au moins 85 % des déchets marins, et les déchets plastiques sont le principal polluant. Chaque minute, l'équivalent d'un camion poubelle remplis de plastique est déversé dans nos océans. Si rien n'est fait, d'ici 2040, l'équivalent de 50 kilogrammes de plastique par mètre de côte dans le monde entier devrait se déverser dans les océans chaque année. La déclaration de Lisbonne, intitulée Our Ocean, our Future, our Responsibility (Notre Océan, notre Avenir, notre Responsabilité), appelle les gouvernements à faire davantage pour prévenir, réduire et éliminer les déchets plastiques marins, y compris les plastiques à usage unique et les microplastiques, en contribuant à des approches globales du cycle de vie, en encourageant le recyclage et la gestion écologiquement rationnelle des déchets. La déclaration salue la décision prise lors de la cinquième Assemblée des Nations unies pour l'environnement, qui s'est tenue à Nairobi (Kenya) au début de l'année, de créer un comité de négociation intergouvernemental chargé d'élaborer un instrument juridiquement contraignant sur la pollution plastique. Les États membres ont adopté une résolution visant à forger cet accord d'ici 2024. **Économies bleues** - On estime qu'au 2030, les populations côtières du monde entier contribueront à l'économie mondiale à hauteur de 3 000 milliards de dollars dans des secteurs aussi divers que la pêche, le tourisme, ainsi que les économies vertes et bleues émergentes telles que les énergies renouvelables et la biotechnologie marine. Les économies bleues seront encore plus cruciales pour les pays d'Afrique et les nations insulaires en développement. La déclaration reconnaît l'importance de construire des économies bleues durables, résilientes et inclusives. Cela commence par la reconnaissance du fait que l'océan est fondamental pour la vie sur notre planète et notre avenir, car il fournit d'innombrables services, notamment en fournissant de l'oxygène, en contribuant à la sécurité alimentaire, en créant d'innombrables emplois et en agissant comme un puits de carbone. **Aires marines protégées** - Les zones marines protégées offrent l'une des meilleures options pour maintenir et restaurer la santé de l'océan en protégeant les espèces et les écosystèmes, en faisant participer les parties prenantes à la planification et au partage équitable des bénéfices et en garantissant l'utilisation durable à long terme des ressources naturelles et des revenus du tourisme. La recherche montre qu'une gouvernance forte, conforme à la législation nationale et au droit international, a le potentiel d'influencer les comportements humains et de réduire les conséquences induites par les activités humaines sur les écosystèmes marins et côtiers. La déclaration reconnaît la nécessité d'établir des zones marines protégées plus nombreuses et mieux gérées. Elle prend note des engagements volontaires de plus de 100 États membres de conserver ou de protéger au moins 30 % de l'océan mondial dans des zones de protection marine et d'autres mesures de conservation par zone d'ici 2030. **Peuples autochtones, femmes et filles** - Les pays participants ont également convenu de prendre des mesures pour renforcer, entre autres, la collecte de données, la reconnaissance du rôle des populations autochtones dans le partage de l'innovation et des meilleures pratiques, et la participation des femmes et des filles à l'économie fondée sur l'océan.

"Maintenant que l'effort mondial de protection de nos océans a pris un nouveau départ, dit Leticia Carvalho, coordinatrice principale du Service des eaux marines et douces du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le travail qui nous attend doit être guidé par la science, la technologie, l'innovation et la finance". Pour lutter contre les conséquences omniprésentes de la pollution sur la société, le PNUE a lancé #CombatteLaPollution, une stratégie d'action rapide, à grande échelle et coordonnée contre la pollution de l'air, des sols et de l'eau. Cette stratégie met en évidence l'impact de la pollution sur le changement climatique, la perte de la nature et de la biodiversité, et la santé humaine. Grâce à des messages fondés sur la science, la campagne montre comment la transition vers une planète sans pollution est vitale pour les générations futures.

Déclaration Our Ocean, our Future, our Responsibility

